



« Premier tour des élections législatives de 2017 : profil des électeurs et clés du scrutin » : note d'analyse

Dimanche 11 juin 2017

Réalisée le jour du vote auprès d'un échantillon de **2 000** personnes inscrites sur les listes électorales, cette étude menée par l'**Ifop** et **Fiducial** pour **Paris Match**, **CNews** et **Sud Radio** donne des indications précieuses sur le profil des différents électors ainsi que sur l'analyse du vote.

Les 9 chiffres clés du scrutin

1. Un niveau record d'abstention pour des élections législatives sous la V^e République

A peine un électeur sur deux s'est déplacé ce dimanche, soit un niveau d'abstention record pour ce type de scrutin. Déjà à un niveau historiquement bas en 2012 (58,7%), le taux participation confirme ainsi la baisse continue mesurée aux premiers tours des élections législatives depuis 1993 (69%).

Ce niveau élevé d'abstention (50% en moyenne) traduit la désaffection pour les urnes d'une grande partie des électeurs, en particulier de ceux ayant voté à l'élection présidentielle pour des candidats de gauche - 55% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon et 55% des électeurs de Benoît Hamon se sont abstenus – ou la candidate d'extrême-droite (55%). A l'inverse, les électeurs d'Emmanuel Macron au 1^{er} tour de l'élection présidentielle se sont plus mobilisés que la moyenne (68%), tout comme ceux de François Fillon (65%).

Limitant fortement les possibilités de triangulaires ou quadrangulaires au second tour, cette faible participation ne semble pourtant pas liée à une raison particulière. En effet, les abstentionnistes expliquent principalement leur décision de ne pas voter aussi bien pour des questions d'incompatibilité d'agenda (13% évoquent un déplacement) que de méconnaissance des candidats (13%). Ils sont également plus d'un sur dix à expliquer leur comportement par le souhait de manifester leur mécontentement à l'égard des partis politiques (10%) ou la conviction que les élections ne changeront rien à leur situation (12%).

A noter que l'argument selon lequel le « choix des Français avait été fait à l'élection présidentielle » - cité en moyenne par 8% des abstentionnistes - est particulièrement mis en avant par les anciens électeurs de Marine Le Pen au 1^{er} tour de l'élection présidentielle, électeurs chez qui ce motif arrive en tête de leurs explications (15%).

2. La République En Marche d'Emmanuel Macron recueille un tiers des suffrages exprimés au 1er tour des élections législatives

Dans la foulée de l'élection présidentielle, le parti d'Emmanuel Macron a obtenu 32,3% des voix au premier tour des élections législatives au niveau national, distançant ainsi de plus de treize points les candidats des Républicains (18,8%), le Front National (13,2%) et la France Insoumise (11%) ne parvenant pas à réitérer leurs scores respectifs d'avril dernier. Alors que la droite parlementaire résiste au raz-de-marée En Marche !, le Parti Socialiste n'atteint quant à lui que 7,4% des suffrages exprimés (dans la lignée du score de Benoît Hamon à l'élection présidentielle), devant le Parti Communiste (2,7%), Europe Ecologie Les Verts (3,4%) et Debout la France (1,2%).

3. Les trois quarts des électeurs Macron (75%) s'étant rendus aux urnes ont confirmé leur choix de l'élection présidentielle

Le score élevé de La République En Marche s'explique principalement, dans un contexte de forte abstention, par la fidélité de l'électorat qui s'était prononcé en faveur d'Emmanuel Macron en avril dernier. Si les candidats du Front National (69%) et des Républicains (63%) ont pu mobiliser une part importante de leur électorat s'étant effectivement rendu aux urnes ce dimanche, c'est loin d'être le cas pour la France Insoumise (53%) et surtout le Parti Socialiste (31%), dont les électeurs se sont davantage éparpillés au profit d'autres candidatures.

4. Les luttes contre le chômage et le terrorisme, enjeux les plus déterminants de ce premier tour

Pour près de sept électeurs sur dix, la lutte contre le chômage (69%) et celle contre le terrorisme (68%) ont joué un rôle déterminant dans le vote au premier tour des élections législatives. Les priorités ne sont cependant pas les mêmes selon les électors : quand les personnes ayant voté pour des candidats de la France Insoumise privilégient la lutte contre le chômage (75% la considèrent « déterminante » dans leur vote), le relèvement des salaires et du pouvoir d'achat (74%), la santé (71%) et la lutte contre la précarité (71%), les électeurs frontistes placent en tête de leurs priorités la lutte contre le terrorisme (91%), contre l'immigration clandestine (91%) et contre la délinquance (84%). A noter que la hiérarchie des enjeux est extrêmement proche entre ce premier tour des élections législatives et celui de la présidentielle, signe que la campagne n'a pas vraiment fait bouger les lignes du débat.

5. 62% des électeurs ont voté en fonction de l'étiquette politique du candidat

Contrairement à l'élection présidentielle, l'étiquette politique des candidats s'est avérée déterminante lors de ces élections législatives pour 62% des personnes interrogées (contre 40% le 23 avril 2017). Il s'agit alors du deuxième critère de choix des électeurs, derrière le programme et les projets des candidats (69% de citations, < de 11 points), mais devant la capacité du candidat à être présent au second tour (47%, < de 15 points). Le fait que le candidat se déclare appartenir à la majorité présidentielle a compté de manière plus marginale (34%) sauf parmi les électeurs de La République en Marche et du MoDem (76%).

6. 36% des votants pour soutenir Emmanuel Macron, contre 25% pour le sanctionner

Les motivations du vote lors de ces élections législatives se sont révélées disparates. Les électeurs se sont cependant davantage déplacés pour soutenir Emmanuel Macron (36%) et de ce fait tenter de lui donner une majorité de députés à l'Assemblée Nationale. A l'inverse, 25% des votants ont cherché à

sanctionner ses premiers pas en tant que Président de la République, tandis que 39% indiquent que leur vote n'a pas tenu compte de leur opinion sur l'action d'Emmanuel Macron et de son gouvernement. Le souhait de sanctionner le Président de la République s'est davantage exprimé parmi les électeurs de la France Insoumise (53%) et parmi ceux du Front National (56%), mais à une courte majorité.

7. Une majorité relative d'électeurs a cherché à forcer le Président à cohabiter avec des partis d'opposition

En cohérence avec les résultats obtenus par les candidats de La République En Marche, plus d'un Français sur trois (34%) a exprimé son intention de donner une majorité à l'Assemblée nationale au Président de la République. Cet optique concerne quasiment exclusivement les électeurs de LREM (94%) mais également 16% des électeurs du Parti socialiste. Plus de quatre électeurs sur dix (44%) affirment s'être prononcés dans l'intention de forcer une cohabitation entre l'Assemblée nationale et le Président. Les principales forces d'opposition que sont les électeurs de la France Insoumise, des Républicains-UDI et du Front National sont respectivement 82%, 62% et 76% à partager ce point de vue.

8. Près de trois Français sur quatre rejettent la formation d'une majorité absolue de députés soutenant Emmanuel Macron

En effet, seulement un Français sur quatre (25%) souhaiterait voir l'Assemblée nationale composée par une majorité absolue de sièges aux formations soutenant Emmanuel Macron, dont 77% pour les électeurs de la République En Marche. 21% (dont 33% des électeurs du Parti socialiste, 26% des électeurs LR-UDI et 21% des électeurs LREM) jugent que les formations soutenant Emmanuel Macron devraient être majoritaires mais pas de manière absolue. Pour les électeurs de gauche, tout comme 20% de l'ensemble des Français, le scénario le plus souhaitable serait une majorité détenue par les formations de gauche. C'est le souhait de 80% des électeurs de la France Insoumise et 45% des électeurs du Parti socialiste. Enfin, pour deux électeurs Les Républicains-UDI sur trois (66%), la situation politique souhaitable serait une majorité aux formations de droite dont ils composeraient les principales forces.

9. Les électeurs de la République En Marche sont divisés sur la couleur politique de l'alliance à former en cas d'Assemblée minoritaire

Dans cette hypothèse de plus en plus improbable où aucun camp ne parviendrait à avoir la majorité à l'Assemblée, plus d'un électeur de LREM sur trois (36%) jugent qu'Emmanuel Macron devrait faire des alliances de circonstance en fonction des projets de lois et 13% n'envisagent aucune alliance, que ce soit avec les formations de gauche ou de droite. Parmi les 51% d'électeurs de LREM souhaitant une alliance en particulier avec l'une de ces formations, 31% la voient avec les Républicains-UDI et 20% avec le Parti socialiste et le Parti Radical de Gauche.

Sondage Ifop- Fiducial pour Paris Match, CNews et Sud Radio réalisé par questionnaire auto-administré en ligne le 11 juin 2017 de 11h00 à 18h00 auprès d'un échantillon de 2 009 électeurs, représentatif de la population inscrite sur les listes électorales en France métropolitaine.